

Plan de déploiement de la coopération japonaise en République démocratique du Congo

Mise à jour : avril 2021

Principe directeur	Soutien à la consolidation de la paix et au développement socio-économique pour la reconstruction du pays														
Domaine prioritaire 1	Consolidation de la paix														
Objectif spécifique 1-1 Réforme du secteur de la sécurité	Situation actuelle et enjeux : Le président SEM TSHISEKEDI, investi en janvier 2019 après le processus électoral qui s'est déroulé en paix en décembre 2018, a placé la question de la sécurité au cœur des programmes du Gouvernement. Cependant, malgré différentes actions, la situation reste précaire notamment à l'Est du pays, et le renforcement des capacités des autorités sécuritaires constitue toujours un défi majeur. Historiquement en RDC, des ex-miliciens ont été intégrés aux forces de l'ordre notamment à la police à travers des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité. De ce fait, il est nécessaire d'instaurer le principe fondamental de la « la police au service des citoyens et de la paix » au sein des agents de paix et de former des policiers qui respectent la discipline. De plus, le pays est également faible en termes de gouvernance (168ème place sur 198 pays dans l'indice de perception de corruption selon Transparency International, 2019) et de démocratie (166ème place sur 167 pays dans l'indice de la démocratie selon EIU, 2019).					Stratégie : Étant donné qu'il est important de collaborer avec les organisations internationales dans le secteur de la sécurité, le Japon envisage de formuler des projets contribuant à la paix en combinant organiquement les cadres bilatéral et multilatéral. De plus, à l'instar d'un projet de don culturel « Projet de construction du centre sportif de judo » qui a pour objectif de promouvoir la paix à travers le sport, le Japon continue de privilégier des approches multiples pour permettre à la police d'augmenter la capacité de protection des citoyens. Par ailleurs, vu que la police joue également un rôle important dans la prévention des maladies infectieuses notamment la Covid-19, un programme de coopération technique est mis en œuvre afin de soutenir la Police Nationale Congolaise dans la promotion de la police de proximité.									
	Nom de programme de coopération	Aperçu de programme de coopération	Nom de projet	Schéma	Période de mise en œuvre						Montant de l'aide (100 millions de yens)	SDGs	Remarques		
					AFJ 2020 ou antérieur	AFJ 2021	AFJ 2022	AFJ 2023	AFJ 2024	AFJ 2025					
	Programme de la réforme de la police	Parmi les 3 acteurs du secteur de sécurité (police, justice et armée), le Japon cherche à soutenir la réforme de la police dans le renforcement des capacités, l'amélioration organisationnelle et la création du climat de confiance avec les citoyens.	Projet de professionnalisation de la police pour la population et la paix (P4P) phase 2	TCP	-	████████████████████				-	3.98	16			
		Projet de construction du centre sportif de judo	GCA	████████████████████				-	-	-	14.00	16			
		Stage thématique dans le domaine de la police	TR	████████████████		-	-	-	-		16				

Domaine prioritaire 2	Renforcement du système de santé														
Objectif spécifique 2-1 Amélioration de l'accès aux services de santé, à l'eau potable et à l'hygiène	<p>Situation actuelle et enjeux :</p> <p>Les infrastructures sociales en RDC ont été massivement détruites lors du pillage de 1991 et des conflits qui se sont ensuivis. Le système sanitaire reste extrêmement faible et la mortalité infantile et maternelle (respectivement 91,0 pour 1 000 selon OMS, 2017 et 693 pour 100 000 selon CIA, 2016) dépassent les moyennes subsahariennes. Avec la croissance de la population au rythme annuel de 3,2%, l'offre de soins est toujours insuffisante pour une grande partie de la population par manque d'infrastructures médicales et de ressources humaines. En plus de la maladie à virus Ébola qui se répandait depuis l'été 2018 dans les Provinces du Nord et Sud Kivu et de l'Ituri, le pays souffre de la Covid-19 depuis mars 2020 et de la 11ème épidémie d'Ébola dans la Province de l'Équateur depuis mai 2020. Il y a également des maladies infectieuses émergentes et réémergentes, telles que la rougeole, le choléra et le paludisme, qui exercent des pressions sur le système de santé déjà fragile.</p> <p>D'autre part, l'Institut National de la Recherche Biomédicale (INRB) est connu comme un des principaux centres de recherche sur le continent africain, notamment pour avoir mis fin aux pandémies précédentes de la maladie à virus Ébola et avoir réalisé de projets de recherche conjoints avec des chercheurs internationaux. Il est attendu que l'INRB joue un rôle directeur en diffusant largement ses connaissances.</p>					<p>Stratégie :</p> <p>Sur base de la stratégie du Gouvernement de la RDC sur le renforcement du secteur de la santé et de la Directive pour la paix et la santé du Gouvernement du Japon et afin de réaliser une couverture sanitaire universelle, le Japon fournit son assistance en vue de i) définir et mettre en œuvre une politique de développement des ressources humaines médicales ; ii) améliorer la qualité de formation initiale et continue ; iii) établir un système de surveillance et iv) améliorer les capacités de laboratoire et de recherche, à travers l'envoi d'experts auprès du secrétaire général du Ministère de la santé, le programme de coopération technique et le don non-remboursable. De plus, cette coopération peut permettre de renforcer le système sanitaire dans son ensemble y compris la lutte contre les maladies infectieuses émergentes et réémergentes.</p> <p>Par ailleurs, bien que les programmes appuient le gouvernement central dans sa définition et mise en œuvre de politiques à Kinshasa, afin de s'aligner sur la politique nationale de décentralisation, il est important que l'assistance profite également au niveau provincial et aux zones de santé locales. Dans cette optique, en sélectionnant la Province du Kongo Central comme zone pilote, le Japon cherche à contribuer à l'amélioration de l'accès aux services médicaux et de la qualité de ceux-ci au niveau opérationnel et à la construction du système sanitaire plus résilient. Pour ce qui est des régions plus difficilement accessibles, non seulement le don non remboursable mais aussi d'autres schémas, tels que la coopération multilatérale et les micro-projets contribuant à la sécurité humaine, sont utilisés pour assurer une approche plus souple.</p> <p>Étant donné qu'il y a de nombreux acteurs qui déploient leurs activités dans le secteur de la santé en RDC, les projets de coopération japonaise sont conçus en cherchant la complémentarité avec d'autres donateurs. De plus, il est nécessaire de privilégier la coopération avec les institutions japonaises et le CDC Afrique qui ont des réseaux avec les institutions homologues en RDC.</p> <p>De plus, il y a lieu de concevoir, à moyen terme, un projet dans le domaine de déchets solides, car la mauvaise hygiène publique liée à la gestion inappropriée de déchets est souvent citée comme une cause des infections comme le choléra.</p>									
	Nom de programme de coopération	Aperçu de programme de coopération	Nom de projet	Schéma	Période de mise en œuvre						Montant de l'aide (100 millions de yens)	SDGs	Remarques		
Programmes d'amélioration de l'accès aux services de santé (programme de renforcement)	Autour de l'expert conseiller en santé (poste maintenu), l'assistance du Japon met l'accent sur le développement de ressources humaines et la lutte contre les infections. À travers le renforcement de la gestion de l'administration de santé aux niveaux national et provincial, elle aide à construire le système sanitaire. En ce qui concerne les ressources humaines, l'assistance est fournie pour définir et mettre en œuvre des politiques de formation du personnel, améliorer la qualité des formations initiale et continue et affecter efficacement les effectifs. Quant à la lutte anti infection, l'assistance vise à l'aménagement des infrastructures, la mise en place du système de surveillance, le renforcement des capacités de laboratoire et de recherche. Lors de l'élaboration des programmes, une attention particulière est portée à la recherche de la synergie entre eux.	Conseiller auprès du Ministère de la santé	EXP	-	-	-	-	-	-	-		3			
		Projet d'appui au développement des ressources humaines pour la santé (Phase 3)	TCP	-	-	-	-	-	-	-	-	5.08	3		
		Projet de renforcement du système de surveillance épidémiologique des maladies transmissibles	TCP	-	-	-	-	-	-	-	-	5.01	3		
		Projet de recherche épidémiologique sur les infections virales zoonotiques en Afrique	STC	-	-	-	-	-	-	-	-	4.75	3		
		Partenariat pour la construction de résilience contre les urgences de santé publique à travers la recherche et l'étude avancées	CTR	-	-	-	-	-	-	-	-		3		
		Programme de développement économique et social	GA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5.00	3	Fourniture de matériels médicaux
		Don aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine dans le domaine de la santé	APL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.29	3	
Stages thématiques dans le domaine de la santé	TR	-	-	-	-	-	-	-	-	-		3, 6			

Domaine prioritaire 3	Développement économique												
Objectif spécifique 3-1 Promotion de l'emploi	<p>Situation actuelle et enjeux : Le taux de chômage en RDC est estimé à 4,7% selon l'OIT en 2019 et le sous-emploi et le chômage des jeunes touchent respectivement plus de 50% et 35% de la population concernée selon l'OCDE en 2016. Il existe un grand nombre des réfugiés, des déplacés internes et des anciens soldats en conséquence des années de conflits, et il est urgent de réintégrer ces populations dans la société, à travers la formation professionnelle et l'assistance pour l'accès à l'emploi, d'un point de vue également de la stabilisation de sécurité et du développement économique. Les défis de la formation professionnelle sont multiples, tels que le manque d'offres (bâtiments, matériels, manuels, programme de formation, formateurs) et le décalage entre l'offre existante en formation et le besoin du monde industriel.</p> <p>Il existe plusieurs centres de formation professionnelle en RDC. Parmi eux, l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP), sous tutelle du Ministère de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale, est le plus grand établissement public avec plus de 30 centres de formation dans tous les 26 provinces. L'INPP a cependant des problèmes de longue date en termes de formation de jeunes instituteurs et de renforcement de ses capacités de gestion.</p>					<p>Stratégie : Dans la plupart des centres provinciaux de l'INPP, il est nécessaire d'améliorer les capacités des formateurs. La coopération japonaise opte pour une méthode « cascade » en mobilisant les instituteurs déjà formés dans les programmes du passé et en cours pour donner la formation à ceux des centres provinciaux. Elle envisage également de travailler avec les centres à l'Est, où un projet en partenariat avec une organisation internationale a démarré.</p> <p>Pour assister les demandeurs d'emploi, les programmes japonais ne se limitent pas qu'à offrir des formations de qualité mais ils cherchent également à promouvoir la création d'emploi et l'entrepreneuriat (rencontre avec le monde industriel et utilisation de microfinance pour monter l'affaire, etc.). De plus, pour produire plus d'effets pour les femmes, ils mettent l'accent sur les filières demandées par les stagiaires féminines, l'accès à l'emploi des femmes et l'assistance pour les entrepreneuses.</p> <p>L'INPP est reconnu comme un des « centres de développement des ressources humaines industrielles » qui font partie des objectifs affichés lors de la TICAD V, et sa contribution est attendue non seulement en RDC mais également en Afrique centrale. Pour cela, le Japon aide l'INPP à renforcer sa présence sous-régionale en proposant aux pays voisins des programmes de stages qui se déroulent à l'INPP.</p>							
	Nom de programme de coopération	Aperçu de programme de coopération	Nom de projet	Schéma	Période de mise en œuvre						Montant de l'aide (100 millions de yens)	SDGs	Remarques
						AFJ 2020 ou antérieur	AFJ 2021	AFJ 2022	AFJ 2023	AFJ 2024	AFJ 2025		
	Programmes de développement des ressources humaines industrielles (programme de renforcement)	Les programmes visent à améliorer la qualité des formations professionnelles à travers le renforcement des capacités des formateurs, l'amélioration du curriculum de formation et l'aménagement des bâtiments et matériels.	Projet d'Aménagement de la Direction Provinciale de l'INPP/Katanga à Lubumbashi	GA							32.50	5, 8, 9	
			Projet de renforcement des capacités de l'INPP	TCP							13.09	5, 8, 9	
			Projet de renforcement des capacités de l'INPP (Phase 2)	TCP							5.00	5, 8, 9	
			Étude d'information de base sur le développement des ressources humaines industrielles en RDC et au Sénégal	BIS								8, 9	
			Programme de bourse « African Business Education Initiative » (Initiative ABE)	CTR								8, 9	
Programme de formation au Japon « SDGs Global Leader »			CRT								8, 9		
Stage thématique sur les ressources humaines industriels			TR								8, 9		

Objectif spécifique 3-2 Développement des infrastructures économiques	Situation actuelle et enjeux : Les infrastructures sont particulièrement faibles en RDC. Seulement 15% de la population a accès à l'électricité, bien en dessous de la moyenne subsaharienne qui est 43%, selon World Energy Outlook 2018. Sur le vaste territoire, seulement environ 2% des routes sont asphaltées et la connectivité interurbaine est très peu développée : la capitale Kinshasa n'est connectée par la route goudronnée qu'aux 3 chefs-lieux de province sur les 26 que compte le pays. Même à la capitale Kinshasa, relativement développée, 80% des routes ne sont pas revêtues et le nombre des trains qui circulent par jour est très limité. Face à la rapide croissance démographique, le besoin en infrastructures est très grand. L'absence d'infrastructures entravent les activités économiques et constitue une des raisons pour lesquelles le pays est placé au 183ème place sur 190 pays selon le rapport Doing Business de la Banque mondiale en 2020. Dans ce contexte, les investissements privés sont également limités.			Stratégie : En capitalisant sur la confiance acquise de la part de la RDC à travers les programmes précédents tels que le pont de Matadi et l'Avenue des poids lourds, la coopération japonaise cherche à mettre en œuvre les programmes contribuant à renforcer la durabilité des ouvrages à travers l'entretien et la maintenance et à élargir la couverture territoriale de nouveaux ouvrages, car le besoin est toujours grand dans les grandes villes et les infrastructures sont faibles dans les villes provinciales et les zones périurbaines. Le Japon cherche également à gagner davantage de confiance envers sa coopération et technologie, en proposant les infrastructures de qualité et la réduction de coût du cycle de vie au moyen de sa technologie. Face à l'énorme besoin en infrastructures, les donateurs déploient leurs activités dans les domaines variés, tels que l'aménagement du réseau routier interurbain, la réhabilitation du réseau ferroviaire et l'amélioration du trafic fluvial. En travaillant de près avec d'autres bailleurs pour clarifier les rôles de chacun et produire une synergie, le Japon étudie la possibilité de mettre en œuvre des programmes pour l'amélioration du trafic urbain en ligne avec le Plan directeur des transports urbains de la ville de Kinshasa actuellement en cours d'élaboration ou pour l'aménagement des trafics portuaire et ferroviaire, afin de contribuer au développement national et sous-régional, à la réalisation des objectifs affichés lors de la TICAD et à la promotion de l'investissement privé.								
	Nom de programme de coopération	Aperçu de programme de coopération	Nom de projet	Schéma	Période de mise en œuvre						Montant de l'aide (100 millions de yens)	SDGs
Programme d'aménagement des infrastructures économiques (réseaux de transport, urbanisme, électricité)	En matière d'infrastructures qui servent de base pour la reconstruction du pays, le Japon propose des programmes d'assistance intégrales, couvrant la définition de la politique d'aménagement en amont, la construction et la réhabilitation des ouvrages individuels et l'amélioration des capacités de maintenance et d'entretien.	Projet d'aménagement des matériels pour la maintenance des voiries dans la ville de Kinshasa	GA							11.03	9, 11	
		Projet d'élaboration du plan directeur des transports urbains de la ville de Kinshasa (PDTK)	TCP							4.00	9, 11	
		Conseiller pour le renforcement des capacités de maintenance des locomotives diesel	EXP								9	
		Projet de renforcement des capacités de maintenance des locomotives diesel	CTR								9	
		Conseiller pour le renforcement des capacités d'utilisation de la technologie de la télédétection	EXP								8, 9	
		Étude préparatoire pour le Projet d'aménagement du port de Matadi	PS								9	
		Étude d'information de base pour l'amélioration du trafic urbain au moyen du réseau ferroviaire existant en Afrique	BIS								9	
		Étude d'information de base sur le secteur d'électricité	TR								9	
		Stage thématique dans les domaines d'infrastructures	TR								9	

Domaine prioritaire 4	Protection de l'environnement											
Objectif spécifique 4-1 Protection des forêts	<p>Situation actuelle et enjeux : Le bassin du Congo abrite la deuxième plus vaste forêt tropicale du monde après l'Amazonie et possède une biodiversité très riche. En particulier, la forêt en RDC s'étend sur 1 540 000 km² et occupe une moitié du bassin du Congo. Appelée « le second poumon de la planète », elle conserve 140 Gt de CO₂, équivalent de l'émission mondiale de 3 ans. Cependant, en raison notamment de l'agriculture sur brûlis et du commerce illégal de bois, le taux de déforestation en RDC entre 2010 et 2020, environ un million de ha par an, était le plus élevé des pays du bassin du Congo selon le FAO en 2020.</p> <p>Les actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à travers notamment l'initiative REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), sont très importantes en RDC à la fois pour la préservation de la forêt et pour la lutte contre le changement climatique global. De plus, il est attendu que ces activités contribuent au renforcement de la résilience des communautés locales à travers les effets bénéfiques tels que l'amélioration des revenus des ménages et la préservation de la biodiversité.</p>					<p>Stratégie : Bien que de nombreux bailleurs bilatéral et multilatéral y compris le Japon aident à définir la politique nationale et le plan d'investissement en matière de la REDD+ et déploient des coopérations techniques et financières, il est nécessaire de mobiliser davantage de ressources pour mettre en œuvre les programmes REDD+ selon le standard international vis-à-vis de l'immense forêt et du vaste territoire en RDC, qui manque toujours de moyens propres. Le Japon entend intensifier la coopération contribuant au renforcement des capacités de la gestion durable de la forêt et à la lutte contre le changement climatique, à travers notamment la mise en place du système national de surveillance forestière et le programme REDD+ dans une province pilote.</p> <p>Afin de préserver la forêt sur le vaste territoire et mettre en œuvre la REDD+ en RDC, le fonds issu de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) est également investi dans les programmes visant à stopper la déforestation et à augmenter les revenus des ménages afin de renforcer l'assistance en ciblant plus de bénéficiaires et plus de zones pour produire davantage d'effets.</p> <p>Par ailleurs, dans le plan d'investissement REDD+ en RDC, le fonds disponible est largement insuffisant par rapport au montant nécessaire. Avec le soutien d'un conseiller en forêt et changement climatique, le Japon cherche à promouvoir l'utilisation stratégique du Fonds vert pour le climat (GCF) et du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF), dont le Japon est un des principaux contributeurs, afin de renforcer la présence de sa coopération.</p>						
	Nom de programme de coopération	Aperçu de programme de coopération	Nom de projet	Schéma	Période de mise en œuvre						Montant de l'aide (100 millions de yens)	SDGs
Programme de préservation et gestion de la forêt du bassin du Congo	Le Japon cherche à fournir son assistance visant à promouvoir la gestion durable de la forêt et à mettre en œuvre la REDD+ à travers la mise en place du système national de surveillance forestière et le renforcement des capacités de détermination du volume d'émission du gaz à effet de serre.	Projet d'opérationnalisation du système national de surveillance des forêts et activité pilote REDD+	TCP	■	■	■	■	■	■	7.50	13, 15	
		Programme intégral REDD+ dans la Province du Kwilu dans le cadre de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)	TCP	■	■	■	■	■	■	4.40	13, 15	
		Conseiller technique auprès du secrétaire général du Ministère de l'environnement et du développement durable	EXP	■	■	■	■	■	■		13, 15	
		Projet de promotion de la conservation, de l'utilisation durable de la biodiversité et des mesures contre le changement climatique dans les pays de la COMIFAC	TCP	■	■	■	■	■	■		13, 15	
		Projet de conservation des forêts et de gestion durable des ressources forestières en Afrique australe	TCp	■	■	■	■	■	■		13, 15	
		Étude d'information de base sur les 3 grandes tourbières du monde (Indonésie, Pérou et Bassin du Congo)	BIS	■	■	■	■	■	■		13, 15	
		Stage thématique dans le domaine de l'environnement	TR	■	■	■	■	■	■		13, 15	
		Développement des capacités pour la promotion de l'utilisation égale et durable des bois dans le Bassin du Congo en Afrique	ML	■	■	■	■	■	■		12, 13, 15	Financement du MAFF à l'OIBT
		Programme pour la diffusion des techniques de régénération des forêts dans les pays en voie de développement	MAFF-TA	■	■	■	■	■	■		13, 15	

Domaine prioritaire 5	Nom de programme de coopération	Aperçu de programme de coopération	Nom de projet	Schéma	Période de mise en œuvre						Montant de l'aide (100 millions de yens)	SDGs	Remarques	
					AFJ 2020 ou antérieur	AFJ 2021	AFJ 2022	AFJ 2023	AFJ 2024	AFJ 2025				
Autres	Autres		Programme de promotion de la riziculture	TCP	■	■	-	-	-	-	-	-	2	
			Assistance alimentaire	KR	■	-	-	-	-	-	-	3.00	2	
			Coopération en faveur des 7 pays africains faisant face à la crise humanitaire (en partenariat avec WFP, UNHCR et UNICEF)	EA	■	-	-	-	-	-	-	6.06	2	
			Stages thématique sur le développement agricole rural	TR	■	■	-	-	-	-	-	-	2	
			Étude d'information de base sur la chaîne de valeur alimentaire en Afrique	BIS	-	■	-	-	-	-	-	-	2	
			Micro-projets contribuant à la sécurité humaine dans le domaine d'éducation	APL	■	■	-	-	-	-	-	0.47	4, 5	
			Projet de construction du centre culturel dans la ville de Goma, la Province du Nord Kivu	ACPL	■	■	-	-	-	-	-	0.08	4, 16	
			Projet de renforcement des capacités de gestion des crises en cas de catastrophes naturelles à Goma	MOF-TA	■	-	-	-	-	-	-	5.00	11	GFDRR

Légende :

PS : Étude préparatoire, DD : Conception détaillée, BIS : Étude d'information de base, TCP : Projet de coopération technique, TCDP : Coopération technique pour la planification du développement, EXP : Expert, EQ : Equipment, CTR : Formation axée au pays, TR : Formation sur les sujets spécifiques/Programme de formation pour les jeunes leaders, JOCV : Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, SV : Volontaires seniors, TEXP : Expert d'un pays tiers, TTR : Formation au pays tiers, ICT : Formation dans le pays, STC : Coopération relative à la science et la technologie sur les sujets globaux, JPP : Programme de partenariat de la JICA, xx-TA : Assistance technique exécutée par les organisations exceptées MAE et JICA, PCP-TC : Assistance technique proposée par les entreprises privées, GA : Coopération financée non-remboursable/Dons Non Remboursables (sauf les modalités de dons spécifiques ci-dessous), APL : Don aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine, JNGA : Don pour les projets des ONGs japonais, CGA : Don culturel, ACPL : Don Culturel aux micro-projets locaux, LA : Prêt de l'APD, ML : Coopération multilatérale, SSM : Assistance pour les petites et moyennes entreprises, LTR : Formation longue en master ou en stage d'une société privée, EA : aide d'urgence, MAFF : Ministère de l'agriculture, de la forêt et de la pêche du Japon, MOF : Ministère des finances du Japon
Ligne continue [-----] : Période d'exécution, pointillée [- - - -] : Période temporaire d'exécution

ODD :

1 (pauvreté), 2 (faim), 3 (santé), 4 (éducation), 5 (égalité entre les sexes), 6 (eau et hygiène), 7 (énergie), 8 (croissance économique et emploi), 9 (infrastructures, industrialisation et innovation), 10 (inégalités), 11 (villes durables), 12 (consommation et production responsables), 13 (changement climatique), 14 (vie aquatique marine), 15 (vie terrestre), 16 (paix) et 17 (réalisation des objectifs).

Pour les détails des ODD :

https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/oda/sdgs/pdf/SDGs_pamphlet.pdf